

**Arrêté préfectoral complémentaire n° 2022 -0200 du 4 mars 2022
modifiant les conditions d'exploitation de la carrière située au lieu-dit "Les Blitteries"
sur le territoire de la commune d'Ennordres et exploitée par la SAS Entreprise CASSIER**

Le Préfet du Cher
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre 1er;

Vu la nomenclature des installations classées;

Vu la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

Vu le décret du 5 février 2020 du président de la République portant nomination de M. Jean-Christophe BOUVIER, préfet du Cher ;

Vu le décret du 17 août 2021 du président de la République portant nomination de M. Carl ACCETONE, secrétaire général de la préfecture du Cher ;

Vu l'arrêté ministériel modifié du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel modifié du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitutions de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté modifié du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2008.1.105 du 18 février 2008 modifié, autorisant la SAS Entreprise CASSIER à poursuivre et à étendre l'exploitation d'une carrière de sables et graviers et à exploiter une installation de broyage-concassage-criblage et une centrale à béton sur le territoire de la commune d'Ennordres, au lieu-dit Les Blitteries ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2021-1047 du 14 septembre 2021 accordant délégation de signature à M. Carl ACCETONE, secrétaire général de la préfecture du Cher, sous-préfet de l'arrondissement de Bourges ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n° 2021-1527 du 22 décembre 2021, relative au renouvellement partiel et à l'extension de la carrière de sables et graviers exploitée par la SAS Entreprise CASSIER au lieu-dit « les Blitteries » sur le territoire de la commune d'Ennordres ;

Vu le dossier de « Porter à connaissance de modification du parcellaire » du 16 juillet 2021, présenté par M. Eric LIGLET, président de la SAS Entreprise CASSIER, dont le siège social est localisé à « La Ballastière » à Saint-Pierre-des-Corps (37 700), à l'effet de porter à connaissance des modifications du parcellaire de l'arrêté préfectoral du 18 février 2008 ainsi que l'actualisation des garanties financières ;

Vu le rapport et les propositions en date du 11 février 2022 de l'inspection des installations classées ;

Vu la transmission du projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur par courrier du 21 février 2022, et l'absence d'observations formulées par le pétitionnaire par courriel du 23 février 2022 ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture du Cher ;

Considérant que le renouvellement partiel et l'extension de la carrière située au lieu-dit « Les Blitteries » à Ennordres exploitée par la SAS Entreprise CASSIER, a été autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2021-1527 du 22 décembre 2021 ;

Considérant que l'extraction de matériaux est terminée sur les parcelles visées par le porteur à connaissance ;

Considérant que la remise en état du site est en cours de réalisation ;

Considérant que les conditions de remise en état restent inchangées et sont conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 18 février 2008 ;

Considérant que les modifications du parcellaire n'ont pas d'impact significatif sur les conditions d'exploitation initialement prévues ;

Considérant que seule l'activité de remise en état est exercée sur le site, les incidences sur les eaux souterraines et superficielles, ainsi que sur l'environnement (bruits, poussières,...) et le paysage, sont considérées comme négligeables ;

Considérant que le changement de superficie de la carrière, rend nécessaire l'actualisation des garanties financières ;

Considérant que les modifications du parcellaire de la carrière ne présentent pas un caractère substantiel ;

Considérant qu'il convient d'adapter les prescriptions relatives aux garanties financières et aux conditions d'exploitation de la carrière ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture du Cher ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

L'arrêté préfectoral n° 2008.1.105 du 18 février 2008 modifié par l'arrêté préfectoral n° 2008.1.1716 du 19 décembre 2008 et par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2014-DDCSPP-167 du 22 décembre 2014, autorisant la SAS Entreprise CASSIER dont le siège social est localisé à « La Ballastière » à Saint-Pierre-des-Corps (37 700), à poursuivre et à étendre l'exploitation d'une carrière de sables et graviers et à exploiter une installation de broyage-concassage-criblage et une centrale à béton sur le territoire de la commune d'Ennordres, au lieu-dit Les Blitteries, est adapté et complété selon les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2

Les dispositions de l'article I.1 « Autorisation » de l'arrêté préfectoral n° 2008.1.105 du 18 février 2008 sont remplacées comme suit.

« La SAS Entreprise CASSIER, dont le siège social est situé à « La Ballastière » à Saint-Pierre-des-Corps (37 700), est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune d'Ennordres au lieu-dit « Les Blitteries » (coordonnées Lambert II étendu X= 604 945 et Y= 2 268 090), la carrière de sables et graviers.

L'emprise autorisée est d'une superficie totale de 18 ha 25 a 14 ca et concerne les parcelles suivantes par référence au plan cadastral annexé au présent arrêté. Toute modification de dénomination de parcelle concernée devra être déclarée à l'inspecteur de l'environnement en charge des installations classées.

Commune	Lieux-dits	Parcelles	Superficie autorisée
Ennordres	Le champ Poirier	D 234 pp	2 ha 08 a 69 ca
	La Dauvernerie	D 235 pp	0 ha 13 a 10 ca
	Le Pré d'Auvergne	D 241 pp	0 ha 99 a 03 ca
	Les Blitteries	D 249 pp	0 ha 31 a 62 ca
	Les Blitteries	D 250 pp	0 ha 06 a 76 ca
	Les Champêtres	D 292 pp	0 ha 82 a 95 ca
	Les Grandes Champêtres	D 312 pp	5 ha 96 a 80 ca
	La Dauvernerie	D 891	0 ha 00 a 16 ca
	La Dauvernerie	D 892 pp	1 ha 64 a 44 ca
	Les Champêtres	ZL 4 pp	3 ha 75 a 10 ca
	Les Champêtres	ZL 5 pp	0 ha 24 a 46 ca
	La Prairie d'Ennordres	ZM 6 pp	2 ha 08 a 73 ca
	Non cadastrée entre D 241, 242 et 249	-	0 ha 13 a 30 ca
	Totaux		18 ha 25 a 14 ca

ARTICLE 3

Les dispositions de l'article I.2.A « Liste des installations classées de l'établissement » de l'arrêté préfectoral n° 2008.1.105 du 18 février 2008 sont remplacées comme suit.

Rubrique	Alinéa	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2510	1	A	Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées aux points 5 et 6	Carrière de sables et graviers	-	-	-	110 000 tonnes	Tonnes par an

(*) A (autorisation).

L'installation est visée par la rubrique de la nomenclature eau suivante :

Rubrique	Régime (A, D, NC)	Libellé de la rubrique (opération)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
3.2.3.0. 1°	A	Plans d'eau (permanents ou non)	Plan d'eau en cours d'exploitation et/ou à l'issue de l'exploitation	Superficie en eau	> 3	ha	9,6	ha

(*) A (autorisation).

ARTICLE 4

Les dispositions de l'article I.2.B « Quantités autorisées » de l'arrêté préfectoral n° 2008.1.105 du 18 février 2008 sont remplacées comme suit.

« La quantité maximale de matériaux extraits de la carrière sera de 110 000 tonnes/an avec une moyenne de 67 000 tonnes/an. »

ARTICLE 5

Les dispositions de l'article II.1 « Garanties financières » de l'arrêté préfectoral n° 2008.1.105 du 18 février 2008 sont remplacées comme suit.

« Article II.1.A. Montant de référence des garanties financières :

Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées.

L'exploitation est menée en 2 périodes, une période de 5 ans et une période de 2 ans.

À chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA). Le schéma d'exploitation et de remise en état en annexe présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

Carrière à ciel ouvert :

Les superficies indiquées correspondent aux valeurs maximales atteintes au cours de la période considérée.

Phases	S1 Infrastructure (C1 = 15 555 €/ha)	S2 Chantier (C2 = 36 290 €/ha)	S3 Fronts (C3 = 17 775 €/ha)	S1C1 + S2C2 + S3C3 (€ TTC)	Total en € TTC ($\alpha = 1,2496$)
Phase 1	0,6267	5,1860	0	186 435 €	232 968 €
Phase 2	0,6267	5,1860	0	186 435 €	232 968 €

S1 (en ha) : Somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 (en ha) : Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces découvertes et des surfaces en exploitation diminuée des surfaces remises en état.

S3 (en ha) : Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la surface résultant du produit du linéaire du périmètre d'extraction par la profondeur moyenne diminuée des surfaces remises en état.

L'indice TP01 (base 2010) utilisé pour le calcul du montant de référence est celui en vigueur en octobre 2021 soit 117,5 (paru au JO le 19 janvier 2022).

Article II.1.B. Établissement des garanties financières :

Avant la mise en activité de l'installation, et dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

Article II.1.C. Actualisation des garanties financières :

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze) % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

Article II.1.D. Renouvellement des garanties financières :

Les garanties financières sont constituées pour une période minimale de deux ans. Conformément au V de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, lorsque le respect de la période minimale de deux ans amènerait à dépasser la durée de validité du présent arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter, la période de validité des garanties financières peut être égale à la durée restant à courir de cette autorisation.

Sauf dans le cas de constitution des garanties par consignation à la caisse des dépôts et consignations, le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article II.1.B.

En cas de non-renouvellement des garanties financières, le garant informe le préfet par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois mois avant l'échéance de validité de ces garanties. Cette obligation est sans effet sur la durée de l'engagement du garant.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

Une copie est également transmise à l'inspection des installations classées, pour information, à la même date.

Article II.1.E. Modification des garanties financières :

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

Article II.1.F. Levée des garanties financières :

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512 39-1 à R. 512-39-3 et R. 512-46-25 à R. 512-46-27 par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal constatant la réalisation des travaux.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

Article II.1.G. Appel des garanties financières :

Le préfet peut faire appel aux garanties financières dans les conditions fixées par l'article R. 516-3 du code de l'environnement :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant des opérations mentionnées au IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, après intervention des mesures prévues au I de l'article L. 171-8 du même code ;
- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou du décès de l'exploitant personne physique.

Lorsque les garanties financières sont constituées dans les formes prévues au e) du point I. de l'article R. 516-2, et que l'appel mentionné au I. du présent article est demeuré infructueux, le préfet appelle les garanties financières auprès de l'établissement de crédit, la société de financement, l'entreprise d'assurance, la société de caution mutuelle ou le fonds de garantie ou la caisse des dépôts et consignations, garant de la personne morale ou physique mentionnée au e susmentionné :

- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre du garant personne physique ou morale mentionné au e susmentionné ;
- soit en cas de disparition du garant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou du décès du garant personne physique mentionné au e susmentionné ;
- soit en cas de notification de la recevabilité de la saisine de la commission de surendettement par le garant personne physique ;
- soit en cas de défaillance du garant personne physique, ou du garant personne morale résultant d'une sommation de payer suivie de refus ou demeurée sans effet pendant un délai d'un mois à compter de la signification de la sommation faite à celui-ci par le préfet.

Toute mise en demeure de réaliser les travaux couverts par les garanties financières prévues à l'article L. 171-8 non suivie d'effet constitue un délit.

Article II.1.H. Absence de garanties financières :

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 de ce code.

Conformément à l'article L. 171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

ARTICLE 6

Les dispositions de l'article III.4 « Conduite de l'extraction » de l'arrêté préfectoral n° 2008.1.105 du 18 février 2008 sont abrogées.

ARTICLE 7

Les dispositions de l'article IV « Dispositions techniques particulières applicables à certaines installations » de l'arrêté préfectoral n°2008.1.105 du 18 février 2008 sont abrogées.

ARTICLE 8

Dans le cas où l'une des obligations prévues par le présent arrêté ne serait pas satisfaite, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les mesures et sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 9

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée en mairie d'Ennordres et peut y être consultée.

2° Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie d'Ennordres pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par les soins de M. le maire d'Ennordres à la préfecture du Cher.

3° Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Cher qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 10

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au Tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45 057 ORLEANS CEDEX 1 :

– par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

– par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
- b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet : www.telerecours.fr

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

– un recours gracieux, adressé à monsieur le préfet du Cher, Place Marcel Plaisant, CS 60 022, 18 020 Bourges Cedex;

– un recours hiérarchique, adressé à madame la ministre de la Transition Écologique, Direction Générale de la Prévention des Risques, Arche de La Défense, Paroi Nord, 92 055 La Défense Cedex.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication du présent arrêté ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 11

Le secrétaire général de la préfecture du Cher, le maire d'Ennordres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie leur est adressée ainsi qu'à la SAS Entreprise CASSIER et à la sous-préfète de Vierzon.

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Carl Accettone', written over the printed name.

Carl ACCETSTONE

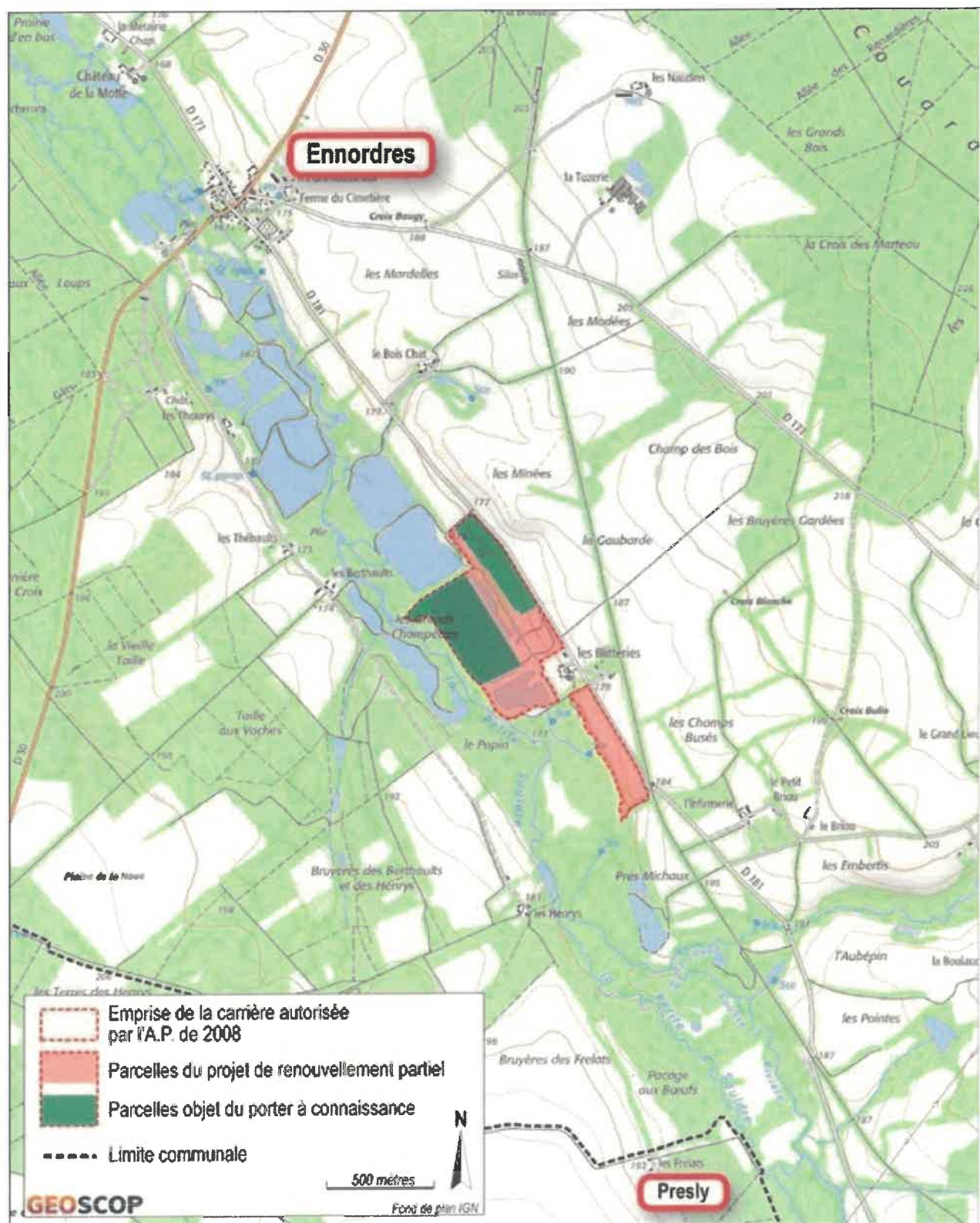
ANNEXES

Annexe 1 : Carte de situation du projet au 1/25 000^e, plan cadastral parcellaire

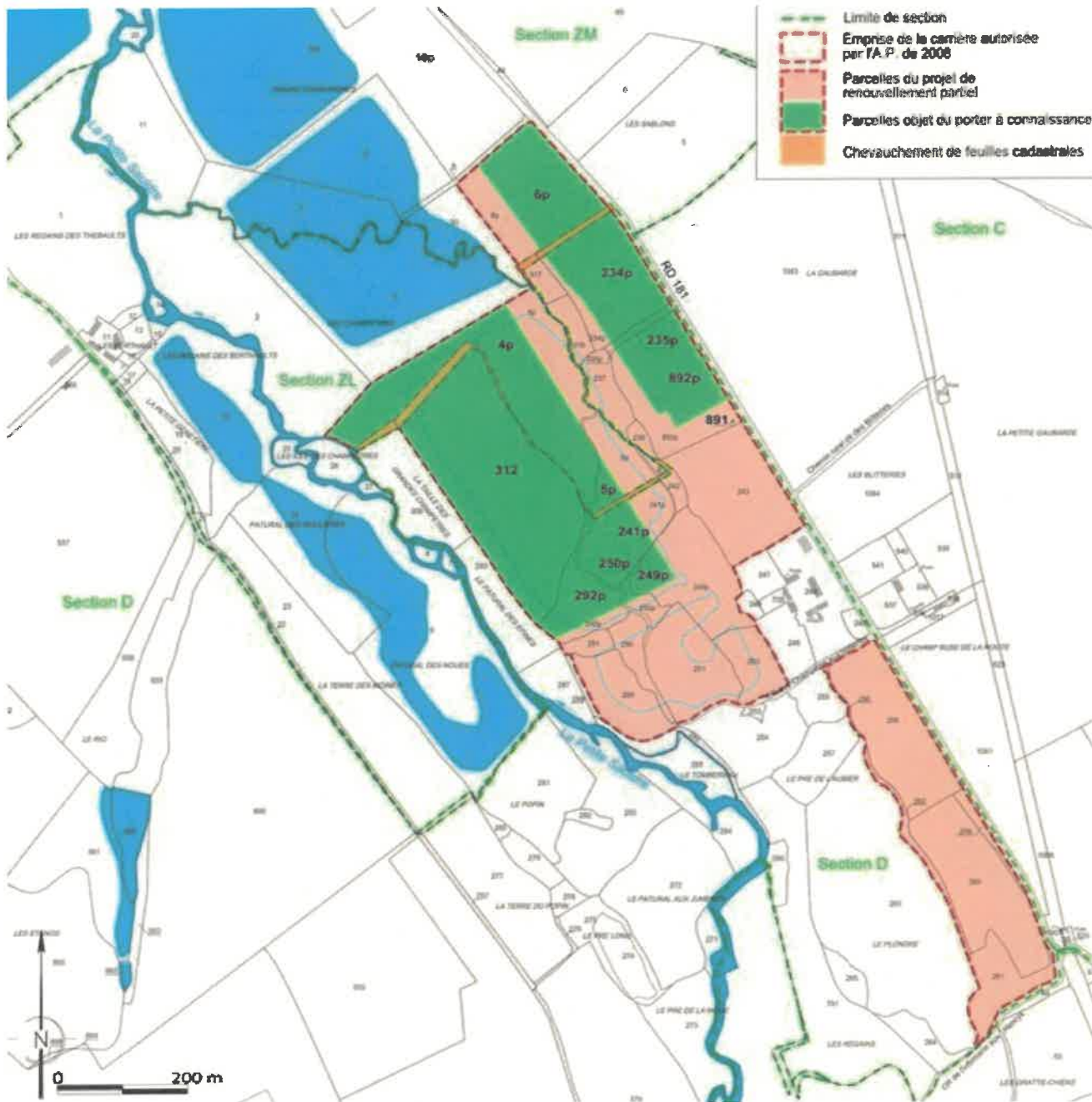
Annexe 2 : Phasage de l'exploitation

Annexe 3 : Plan de remise en état final

Annexe 1 : Carte de situation au 1/25 000



Plan parcellaire



Annexe 2 - Plan des garanties financières jusqu'en 2028

